

Le cas Chrystia Freeland : nazisme et globalo-fascisme



Se pencher sur le cas de Chrystia Freeland est particulièrement instructif.

Ministre des Affaires étrangères du Canada entre 2017 et 2019 dans le cabinet de Justin Trudeau puis ministre des Affaires intergouvernementales entre 2019 et 2020, Vice-Première ministre du Canada depuis le 20 novembre 2019 et ministre des Finances depuis le 18 août 2020, également membre du conseil d'administration du Forum économique mondial et protégée de George Soros, Chrystia Freeland n'est pas n'importe qui.

Son cas montre parfaitement la parenté entre le nazisme et le globalofascisme d'une part, et d'autre part que la provocation des globalofascistes pour provoquer la tension entre l'Occident et la Russie a été préparée de longue date et est bien l'acte 2 de l'offensive généralisée enclenchée par l'entourloupe covidiste pour imposer une gouvernance mondiale et un nouveau totalitarisme réduisant en esclavage la population mondiale

par le moyen d'un contrôle policier permanent instauré en Chine sous l'appellation de « crédit social ».

La famille maternelle de Chrystia Freeland est originaire d'Ukraine, immigrée au Canada au début des années 50, et son grand-père était un collaborateur polonais important des nazis. Bien sûr, il n'est pas question d'attribuer les fautes de ses ancêtres à leurs descendants. Mais le fait qu'elle l'ait nié jusqu'à il y a peu prouve qu'elle fait de cette parenté un élément de son histoire familiale sur lequel il est interdit de se pencher afin de protéger la mémoire du grand-père.

S'il n'y avait que cela, on pourrait encore se dire que c'est une histoire de famille qui ne concerne qu'elle, après tout. Mais, lorsqu'elle était étudiante, Chrystia Freeland a séjourné en Ukraine en 1989 et s'y est fait remarquer par les contacts qu'elle y a établis avec des opposants nationalistes ukrainiens avant d'être cheffe de bureau du Financial Times à Moscou de 1994 à 1998. Le fait même qu'elle parle l'ukrainien et le russe, et qu'elle connaît l'Ukraine fait qu'elle ne pouvait pas ignorer le sens de la bannière rouge et noire du parti nationaliste ukrainien, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et son aile paramilitaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), avec laquelle elle s'est fait prendre en photo récemment. L'UPA-OUN a été accusée d'avoir participé à des pogroms anti-juifs et d'avoir pris le parti des forces de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le globalofascisme s'est inspiré tout à la fois du nazisme et du stalinisme. Le nazisme quand il en reprend la stigmatisation d'une partie de la population désignée à la vindicte des fanatisés (ce n'est pas un signe distinctif positif marquant ceux qui y appartiennent, comme l'étoile jaune, mais un signe distinctif négatif, l'absence de passe, à la manière de l'habit islamiste, mais cela revient au même) et par ses objectifs : une économie libérale protégée par un pouvoir étatique (ici supra-national) fort. Le stalinisme par

ses inversions de valeurs, entre autres l'accusation portée contre ses opposants d'être ce que lui est. La dénonciation diffamatoire des participants au convoi de la liberté comme étant des néo-nazis trouva en Chrystia Freeland l'une de ses porte-voix et, le 14 février, elle s'est délectée en annonçant : « Si votre camion est utilisé dans ces blocus illégaux, vos comptes d'entreprise seront gelés, l'assurance de votre véhicule sera suspendue », c'est-à-dire la mort sociale et financière des camionneurs manifestants.

Plus haut, il était dit que l'analyse du cas de Freeland montre aussi que la tension entre l'Occident dominé par les capitalistes globalistes et la Russie n'est pas un accident de l'histoire mais a été préparée longtemps à l'avance. À l'origine, le plan des capitalistes globalistes étaient sans doute prévu comme devant se dérouler en douceur. L'échec imprévu de l'accession au pouvoir d'Hillary Clinton prenant le relais d'Obama en 2016, dû à une erreur dans l'estimation du niveau de la fraude nécessaire pour éliminer Trump alors que la technique de fraude n'avait pas été encore prévue par les conjurés pour intervenir au cours du processus électoral, a sans doute poussé les capitalistes globalistes à prévoir un plan d'exécution de leur projet beaucoup plus rapide dont la phase paroxystique devait débuter en 2020 pour éliminer le caillou dans la chaussure qu'était Trump. Dans ce plan figurait, après une phase 1 constituée du bélier d'une « pandémie » déclenchée volontairement, une phase 2 constituée par la montée de la tension avec la Russie. Dans cet objectif, Freeland est un pion non négligeable, intégrée aux plus hautes fonctions de l'État canadien globalofasciste en 2017, ce qui n'a rien d'un hasard quand on analyse le déroulé des événements a posteriori.

François Tara